Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme. Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey

Fabrice Flipo

▶ **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme. Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey. Revue du MAUSS, 2007, 29, pp.229-239. 10.3917/rdm.029.0229 . hal-00957897

HAL Id: hal-00957897
https://hal.science/hal-00957897

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru dans La Revue du Mauss, n°29, premier semestre 2007, pp. 229-241

Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme

Fabrice Flipo

Introduction

Quelle alternative pour demain ? Comment inventer un monde écologique, égalitaire et solidaire ? Une grande part de nos concitoyens voit désormais la mondialisation comme une menace. Dès lors l'altermondialisation n'est plus un luxe mais une nécessité. Si l'on suit *Les Echos*, il n'existerait plus guère que trois grands paradigmes, au-delà du « prêt-à-penser économique » : le libéralisme, la social-démocratie et… la décroissance[1]. Cette analyse du journal économique est toutefois doublement biaisée. Non seulement elle ne semble pas avoir vraiment compris ce dont il retourne lorsqu'on parle de « décroissance », mais le marxisme n'est pas encore rangé aux oubliettes – même si tel est peut-être le souhait intime des *Echos*.

Il n'empêche que le marxisme peine à surmonter un sacré coup de vieux. Alors que la mouvance décroissante pourrait représenter un avenir possible pour cette tradition de pensée, elle s'échine à la combattre, qui plus est avec de bien mauvais arguments. En revenant sur les raisons mobilisées par l'un des plus grands pourfendeurs de la décroissance, J.-M . Harribey, et en les faisant travailler au contact de l'analyse « post-développementiste », la thèse que nous défendons ici est que l'altermondialisation s'enracine avant tout dans un paradigme anti-économiciste et démocratique, les autres distinctions étant plutôt secondaires. Cela représente deux ruptures avec les analyses marxistes traditionnelles.

Dans un ouvrage récent, J.-M. Harribey adresse trois critiques aux mouvements partisans de la sortie du développement et à la décroissance[2] :

- le relativisme culturel : si l'Occident a bien imposé son modèle dans le monde entier, ou presque, il existe quand même des droits universels qui sont des acquis à défendre, et ces droits universels ne sont pas des droits naturels ;
- la posture anti-développementaliste impute le vice de toutes les stratégies du développement au développement lui-même et jamais aux rapports de force sociaux, alors que c'est là qu'il y a lieu de porter ses efforts ; de ce fait les mouvements post-développementistes confondent économie et économisme, productivité et productivisme, et croient qu'il n'y a d'économie que capitaliste, d'où leur volonté de « sortir de l'économie » ;
- la décroissance est érigée en objectif en soi ce qui est idiot puisque ça ne rompt pas avec l'objet décrié c'est-à-dire avec la croissance.

« Sortir de l'économie » ?

Commençons par la seconde critique esquissée par Harribey. Quels sont les rapports de force sociaux dont parle l'auteur ? La domination se manifeste par bien des aspects mais Harribey privilégie une forme bien particulière : l'antagonisme entre les propriétaires des moyens de

1 Les Echos, Hors-Série, 2004.

2 J.-M. Harribey, *Une conception de la richesse non-marchande pour sortir du faux dilemme croissance / décroissance*, E. Berr & J.-M. Harribey (Dir), *Le développement en question(s)*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, pp. 265-288.

production et les salariés ou plus exactement le prolétariat entendu comme l'ensemble des personnes n'ayant pas de propriété des moyens de production et n'ayant donc que leur force de travail à vendre. Il y aurait deux rationalités qui s'opposeraient, la rationalité de l'économie au sens où l'on économise sa peine et ses efforts et la rationalité capitaliste qui cherche à faire des profits[3]. Cette thèse comporte plusieurs problèmes.

Le premier est que la « rationalité de l'économie » est une rationalité stratégique (« *zweckrationalität* ») et non une rationalité portant sur les valeurs (« *wertrationalität* »). Quand on sait ce qu'on veut, alors il devient éventuellement possible de mettre en oeuvre cette « rationalité de l'économie » pour l'obtenir au moindre effort. Mais en faisant cela, nous n'avons pas ouvert le débat sur ce qu'on veut. Que les individus veuillent faire des profits ou assurer les meilleurs soins au plus grand nombre, le principe peut s'appliquer dans tous les cas ; il ne peut donc pas, à lui seul, constituer une « alternative » à la situation actuelle, « capitaliste ».

Ce n'est pas tout. La promotion de la « rationalité de l'économie » comme principe organisateur des sociétés est-elle aussi innocente qu'elle en a l'air ? Ce n'est pas certain. La « rationalité de l'économie » est peut-être elle-même un facteur de dilution des sociétés et de « désencastrement » de l'économie. En effet à la lumière de l'anthropologie et de l'ethnologie[4], l'une des singularités historiques de notre époque est en effet d'appliquer le « principe de l'économie » à toutes les activités humaines, un zèle économiste auquel peu d'époques se sont prêtées. L'obsession occidentale d'augmentation de la productivité a été repérée[5]. Elle s'est exercée au détriment de tout ce dont la productivité ne peut augmenter : relations sociales, débat démocratique, relation à la nature etc.

Au début ce moyen pouvait paraître intéressant car il entraînait une augmentation du niveau de vie. Les premiers économistes et jusqu'à Fourastié estimaient que la productivité ne pouvait augmenter que dans des secteurs bien définis de la vie, car bon nombre d'activités, que Fourastié nomma « secteur tertiaire », ne pouvaient être accélérées sans être instantanément dégradées. Mais non, la productivité continue d'augmenter. Nous produisons toujours plus par heure – toujours plus de quoi ? Pas de bien-être, les indicateurs alternatifs sont clairs à ce sujet ; pas de démocratie, les observateurs sont relativement unanimes ; et pas de durabilité non plus, la croissance de l'empreinte écologique étant continue[6].

Aujourd'hui l'urgent est de sortir de cette obsession de la productivité. Se plier à une « rationalité de l'économie » dénuée d'esprit de profit ne changerait pas grand-chose au résultat concret. Le problème n'est pas de réhabiliter le principe d'économie mais plutôt de voir que l'importance (la valeur, au sens général) conférée à ce principe est ce qui corrompt la *wertrationalität* à l'échelle micro(économique) comme à l'échelle macro(économique), les personnes et les pays se lançant dans une course illimitée vers l'efficacité économique, se traduisant par une production croissante – et, par conséquent, une consommation croissante. L'instauration de limites ne pourrait alors venir que d'une *régression* de la place de la

3 *Ibid.*, p. 269

4 une référence classique est M. Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance – l'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 2003.

5 citons entre autres D. Méda, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1995.

6 WWF, Rapport planète vivante, 2006. B. Zuindeau, *La « loi de Kuznets » : de l'économie de la répartition à l'économie de l'environnement*, Colloque international Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, 2005.

« rationalité de l'économie » dans la société, certainement pas d'un accroissement. C'est le sens de la critique de S. Latouche quand il parle de « sortir de (la rationalité de) l'économie »[7]. Et dans tous les cas cela demanderait de se placer au niveau de la *wertrationalität* et non de la *zweckrationalität*. Le caractère « productif » ou « destructif » d'une force dépend évidemment de jugements de valeur. Si la finalité principale que poursuivent les personnes et les sociétés est d'économiser, alors la résultante indirecte est un accroissement de la production. Le capitalisme a d'ailleurs connu beaucoup de crises de surproduction liées aux difficultés à dominer les résultats (« outcomes ») de la promotion de la rationalité de l'économie.

Quelles sont les finalités de l'activité ? Comment relier la production avec la consommation, si l'on veut éviter la planification centralisée comme le marché sauvage ? Que doit-on produire ? Ce sont là des questions qui ont à voir avec la définition du capital, élément avec lequel le marxisme a toujours eu quelques difficultés. Ce qui fait le capital, c'est le désir, que les économistes appréhendent comme « la demande ». Les néoclassiques ne prennent en compte que la demande solvable et il faut critiquer ce biais mais aussi proposer des solutions pour le surmonter. Ce qui est en jeu n'est pas le principe d'économie mais l'économie du désir. Un monde en voie d'effondrement sous les coups des changements climatiques, du terrorisme est des inégalités est-il désirable ? Non, alors pour donner de l'espoir nous devons tracer des perspectives pour le désir, qui cherche avant tout à se dépenser et non à s'économiser. Le désir est une force en recherche d'objet, c'est une énergie qui ne demande qu'à agir dans le monde. C'est à ce niveau que se situe le discours sur les finalités ultimes de l'action, le travail n'en est que l'expression subalterne, comme l'a montré Hannah Arendt.

L'action ne se résume pas au vote. Elle s'exprime aussi dans le domaine symbolique, dans le débat public, mais aussi dans les actes quotidiens des personnes et des collectifs (associations etc.) L'action est le domaine du politique dont l'économie n'est qu'un aspect. Une critique politique de l'économie ne débouche pas automatiquement sur une politique de l'économie, ce n'est qu'une pierre au service d'une pensée du politique – laquelle nécessite aussi une critique des médias, de l'éducation et de bien d'autres choses s'il est vrai que la politique est « la plus architectonique de toutes les sciences », selon le mot d'Aristote. On ne peut pas comprendre l'analyse post-développementiste quand on s'en tient à une critique de l'économie.

« Les » rapports de force ?

L'analyse post-développementiste omettrait de travailler sur les rapports de force. Qu'en est-il exactement ? Analyse fondée ou malentendu ?

Aborder ce second problème requiert de faire une distinction préalable. Bernard Billaudot[8] suggère en effet de séparer « l'ordre économique », qui désigne les échanges de biens et de services et qui est observable dans toutes les sociétés, de « la nature économique » qui désigne la forme historiquement située que prennent les échanges dans telle ou telle société. Cette

7 S. Latouche, *Survivre au développement*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004. S. Latouche, *Décoloniser l'imaginaire*, Lyon, Parangon, 2005. M. Singleton, *Critique de l'ethnocentrisme. Du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste*, Paris, Parangon, 2004.

8 B. Billaudot, *Développement et croissance. De la nécessité de distinguer ce qui d'ordre économique de ce qui est de nature économique pour clarifier les débats actuels*, E. Berr & J.-M. Harribey (Dir), *Le développement en question(s)*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, Pp. 79-110

forme dépend de motivations et de situations contingentes. Les Bochimans par exemple ont refusé l'agriculture parce qu'ils souhaitaient conserver leur mode de vie nomade et peu consommateur en travail.

L'intérêt de cette distinction est qu'elle montre le réductionnisme inhérent à l'analyse des seuls rapports de production. En effet, quand on ne fait pas de fétichisme de la marchandise alors la structure des échanges entre Bochimans résulte de la structuration collective – politique, juridique etc. - et non l'inverse. Le primat des rapports de production se paie donc d'une contrepartie importante : les autres rapports humains (symboliques, juridiques etc.) sont ramenés aux rapports de production – reconnus comme déterminants « en dernière instance », selon le mot célèbre de Marx. Or si le niveau symbolique se ramène aux rapports de production, les seuls débats « politiques » sont ceux qui ont trait à la répartition de la valeur (part du capital, du travail etc.). Il y a plusieurs implications.

La première est que ce type de débat, quoiqu'étant important, n'en vient jamais à discuter de l'utilité des productions dont il est question, sinon sous une forme caricaturale et impénétrable : d'un côté les besoins définis par les capitalistes et de l'autre aux besoins pris comme hypothèse des analyses des économistes « hétérodoxes ». Le débat reste aux mains des économistes et ne peut jamais être appréhendé par les citoyens non-spécialistes. La question des finalités reste implicite et confisquée.

Le monde entier a-t-il « besoin » de vivre comme les Français ? Les Français ont-ils « besoin » de leur mode de vie extravagant ? Ou, pour reprendre le mot de Bush père, les Etatsuniens ont-ils « besoin » de leur mode de vie ? De quoi les Français ont-ils réellement besoin ? Cette question ne peut pas être tranchée par un économiste omniscient qui nous dirait ce qu'il faut répondre. Elle doit être débattue, au parlement, dans les rues, dans les usines, ainsi que par la recomposition des pratiques. Harribey reste dans une démarche structuraliste : il nous explique que nous « devons » prendre en compte une définition non-marchande de la richesse, fort bien mais comment fait-on en pratique, au niveau micro comme au niveau macro ? On amène les gens à s'interroger et à débattre sur le bien-fondé du bonheur matériel, et c'est ce que fait la décroissance, dès lors pourquoi s'en prendre à ce mouvement ? Ce n'est pas les équations mathématiques[9] qui vont leur dire quoi que ce soit ! Ceci s'adresse uniquement à la communauté des économistes, qui ne peut prétendre incarner le politique à elle toute seule.

L'une des vertus de l'irruption de la décroissance dans le débat public est d'avoir ébranlé cette domination sans partage de la discussion autour de la répartition capital / travail, sur fond d'accord sur la croissance, pour examiner aussi la question du contenu de la production, une question à l'ordre du jour depuis bien longtemps dans les mouvements écologistes. Les thèses d'Harribey existent depuis plusieurs décennies mais n'ont pas fait bouger grand-chose dans le débat, malheureusement pour les écologistes : voilà un élément à prendre en compte quand on veut réellement faire avancer les choses. La décroissance touche les gens. Le développement durable aussi, le climat aussi, certes. Inversement certaines catégories de la population sont allergiques au terme. Mais il n'empêche que quatre ans après son lancement, la discussion sur la décroissance est toujours là et plus vivante que jamais. Alors, doit-on tirer sur les copains sous prétexte qu'ils ont du succès[10] ? L'analyse d'Harribey néglige totalement le rapport de

9 J.-M. Harribey, *op. cit.*, 2006, pp. 277-278

10 Un programme économique de décroissance étant identique, à peu de choses près, au programme d'Harribey, il faut donc croire que les différences ne sont pas aussi abyssales que veut nous le faire croire cet auteur…

force qui est à construire dans le domaine symbolique pour que sa théorie ait une petite chance d'être désirée par nos concitoyens. La « volonté générale » n'est pas spontanée, elle est à former, voilà tout de même une donnée de base de la philosophe morale et politique. Et la formation de la volonté générale ne procède pas sur le format professoral, avec un « sachant » qui déverse son savoir dans la tête des élèves, pour qu'ils se conduisent « bien », elle procède par le débat entre personnes considérées comme des pairs, par remise en cause des habitudes, questionnement, expérimentation, engagement progressif puis basculement vers de nouvelles habitudes. A nouveau, avant de discuter des moyens et de savoir comment on peut les obtenir de la manière la plus « économique » possible, l'enjeu est de se mettre d'accord collectivement sur ce dont on a besoin… et savoir s'il est vraiment important de l'obtenir de la manière la plus économique possible, desserrer le stress au travail ou la pression sur les ressources étant aussi des possibilités qui s'offrent à nous et avec lesquelles Harribey ne serait pas en désaccord. Alors pourquoi bloquer le débat en faisant croire que les besoins ont été déterminés de manière scientifique par un expert dans son laboratoire ? Pourquoi vouloir à toute force s'en tenir aux moyens ? Ou au moins, pourquoi s'en prendre à celles et ceux qui mettent la question à l'ordre du jour ? C'est contre-productif.

La seconde implication est peut-être plus grave. En dénigrant le niveau symbolique, en le ramenant à l'économie c'est-à-dire aux luttes pour les salaires et le partage de la valeur, le politique est réduit à une dimension extrêmement congrue. Le politique ne réside pas, ici, dans le débat sur le bien commun au sens large mais dans la lutte dans un secteur étroit de la vie. De plus « l'autre », l'adversaire, est tenu pour n'agir que de manière conforme à ses intérêts économiques égoïstes. Le capitaliste veut faire du profit, un point c'est tout. Il ne changera pas, il convient donc de le forcer à changer, en particulier en étatisant ses propriétés. Harribey, tout en dénonçant les dérives de la planification intégrale[11], ne s'étend jamais beaucoup sur le degré de planification requis. Or ce point est crucial. En effet la thèse du caractère radicalement idéologique de la valeur d'échange peut conduire à dénoncer tout échange hors contrôle direct de l'Etat comme illégitime – en admettant, bien sûr, que le détour par la gestion étatique abolisse réellement la valeur d'usage, ce dont on pourrait aussi discuter. Et l'on sait ce qu'il advient de la planification absolue. La liberté de produire est l'une des formes, pas la seule, de la démocratie. De peur de devenir néoclassique, Harribey évacue la question de l'autoproduction et du marché. Elle est pourtant consubstantielle à la question de la démocratie.

Cette thèse de la domination des rapports de production fait le jeu des dictatures sous un second aspect. En effet, comment des personnes habituées à n'accorder aucun crédit au débat autre qu'économique, en arrivant au pouvoir, se mettraient tout d'un coup à être de parfaits démocrates, avides de débats sur les fins ? Ce serait fort étonnant, les habitudes ont la vie dure, d'ailleurs pareille conversion ne s'est jamais produite. Des personnalités exceptionnelles ont peut-être pu y parvenir (Mao ?) mais la situation a dégénéré car une personne exceptionnelle ne fait pas évoluer les institutions à elle seule[12]. Le goût du débat ne s'ancre pas en commençant par apprendre qu'il faut y renoncer au nom d'une lutte immédiate. L'appropriation qui en résultera ne sera que l'appropriation de quelques-uns et non de tous et toutes. Au-delà des bonnes intentions, le risque est grand, et l'histoire a démontré qu'il était bien réel, de voir les révolutionnaires continuer d'appliquer la même logique de lutte que celle

11 J.-M. Harribey, *Marxisme écologique ou écologie politique marxienne*, in Bidet J., Kouvélakis E. (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p. 183-200.

12 Au sens de Mary Douglas, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004, Ed. orig. New York, Syracuse University Press, 1986.

qui a prévalu jusqu'alors, en se mettant à traquer toutes sortes d'ennemis intérieurs, exigeant que la réalité justifie l'utilité des habitudes qui ont été prises. Même les alliés d'un temps de ces mouvements ne sont pas assurés d'être entendus lorsque le pouvoir sera pris.

A cet égard, les méthodes non-violentes, y compris la désobéissance civile ou l'interposition telle que la pratique Greenpeace, n'ont jamais fait le lit des dictatures car elles mettent toujours le débat au centre de leurs analyses et de leurs pratiques. Elles préservent le souci du symbolique. Elles mettent en place des actions qui permettent de relancer le débat quant il est bloqué, c'est là leur rôle principal. Elles alertent l'opinion, font en sorte que les personnes se posent des questions, modifient leur rationalité – qu'elle soit « économique » ou pas. Les mouvements altermondialistes s'inscrivent très largement dans cette catégorie et non dans la catégorie révolutionnaire au sens classique du terme.

Quid de la classe émancipatrice, du Sujet de l'histoire ?

Nous n'en avons pas fini avec l'analyse des thèses de J.-M. Harribey. Nous devons en effet nous demander qui va défendre le programme proposé par cet auteur. Dans l'analyse marxiste classique, la transformation de ces forces productives révolutionne les sociétés et, selon une « ruse de l'histoire », au travers d'affrontements dialectiques, celles-ci sont finalement libérées. L'enjeu n'est alors que de s'approprier les forces productives, par conséquent le rapport de force porte sur le pouvoir d'achat c'est-à-dire le rapport capital / travail. Le parangon de l'appropriation est l'autogestion.

Le problème est que l'autogestion ne résout pas la question de savoir quoi produire et pourquoi, de nouveau. La thèse d'une croissance de certaines productions et d'une décroissance d'autres productions entre en profonde contradiction avec les revendications des forces salariales réellement existantes. Savoir si les forces sont productives ou destructives exigerait de choisir ce qui, dans le système productif, doit être gardé et ce qui doit être éliminé, or ce serait là jouer le jeu du patronat qui cherche à mettre les salariés en concurrence. Il faudrait en effet distinguer ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. Comment distinguer les productions inutiles liées à la spéculation des productions réellement inutiles ? Qui y aurait intérêt ? J.-M. Harribey s'en est rendu compte car il affirme lui-même[13] dans un autre article qu'une « *difficulté majeure reste à résoudre pour l'avancée d'un paradigme écologique marxien : quelles forces sociales sont susceptibles de porter un projet majoritaire démocratique de transformation de la société pour aller dans le sens d'une meilleure justice vis-à-vis des classes les plus démunies et des générations à venir ?* ».

Nous devons alors remarquer que la question de l'utilité des productions n'est pas au cœur des revendications salariales, syndicales[14], mais au cœur des luttes écologistes. La sociologie atteste que ces luttes n'ont pas lieu principalement dans les entreprises[15]. En effet les salariés dans leur entreprise n'ont guère de moyens d'influencer le débat sur l'utilité de ce qu'ils produisent, ce débat a lieu hors de l'usine. Les écologistes par contre influencent la structure de production. Ils cherchent, pour une partie d'entre eux, à mettre en place des « sociétés

13 J.-M. Harribey, *op. cit.*, 2001, p. 183-200.

14 Il y a des exceptions : la CFDT dans les années 70, Sud et la FSU aujourd'hui, mais le consensus syndical est ailleurs, comme en témoignent les revendications des plateformes unitaires.

15 M. Dobré, *L'écologie au quotidien - Eléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.

soutenables » qui soient exempts de risques et de productions inutiles.

Cette différence entre le citoyen-producteur et le citoyen-consommateur pouvait être négligée aux 19èmes et 20èmes siècles, quand les « forces » qui « se développaient » n'étaient globalement que « productives ». Il en va tout autrement quand les forces deviennent aussi « destructives ». Les discours de réorientation massive de la production par le prolétariat ne sont guère crédibles : on voit comment les travailleurs réagissent à un plan social, ils défendent leur « outil de production » sans réellement se poser de question sur son utilité. Les enjeux locaux l'emportent sur les enjeux globaux. A contrario les mouvements écologistes sont capables de partir du local pour remonter au global. Pourvu que les syndicats s'ouvrent sur des questions de politique économique générale, des convergences peuvent avoir lieu.

Quand on envisage l'histoire du point de vue des citoyens ou des consommateurs plutôt que du point de vue des travailleurs, les enjeux sont un peu différents. L'expansion économique apparaît comme reposant non pas sur « l'accumulation », qui reste suspendue à la pérennité du désir, mais sur l'extension de la division du travail et des « détours de production ». Marx et Smith étaient tous deux fascinés par la puissance de la division du travail et la qualité de la technique qui en résulte. Les consommateurs sont aussi fascinés. Ils sont fascinés par le technodéterminisme c'est-à-dire l'expansion des « forces productives ». Il s'agit là d'un enjeu symbolique majeur et non d'un simple effet de superstructure. Le technodéterminisme va avec l'idolâtrie de la « haute technologie » et l'idée que la technique est la solution à tous les problèmes. Le productivisme continue de progresser parce qu'il réussit à « vendre » ses trouvailles technologiques (DVD etc.) – des trouvailles qui allongent les détours de production.

La technologie, au sens propre de « discours sur la technique », apparaît alors comme le cheval de Troie car c'est elle qui fait admettre puis rend obligatoires les longs « détours de production » qui permettent ensuite d'asseoir le pouvoir des oligarchies qui en contrôlent les articulations clé. Une fois qu'Internet est généralisé, les firmes productrices sont en situation de « monopole radical » au sens d'Illich, peu importe qu'il s'agisse de Microsoft ou de Dell et de toute manière ce sont les mêmes élites qui s'y partagent les sièges confortables.

Le profit n'est qu'un moment de cette construction de la domination, la vision réductrice de l'économie ne permet pas de le saisir. Elle confond la partie et le tout. S'attaquer à ce moment qu'est le profit est une erreur stratégique qui ne dérange guère la marche du système, d'ailleurs les alternatives non capitalistes ont débouché sur les mêmes systèmes techniques, à peu de choses près, que dans les systèmes capitalistes.

Le technodéterminisme est le Grand Discours structurant de notre époque, celui qui structure la volonté générale, les technologues en sont les grands prêtres. Il leur faut chanter les louanges du Dieu Technique pour qu'il soit accepté au sein des sociétés. Il leur faut aussi cacher les contreparties et l'effet global de ce déploiement technique sur les équilibres planétaires. La sécularisation n'a pas provoqué une disparition de la religion mais un déplacement et une disparition de certaines de ses formes devenues très opprimantes. Un déplacement vers un déterminisme technologique c'est-à-dire une conception de l'histoire comme celle d'un accroissement des pouvoirs de l'homme sur la nature jusqu'à recréer le jardin d'Eden des origines. D'où une théorie du Bien synonyme de bien-être matériel. A tout problème, cette rationalité répond de la même manière : diviser le travail pour augmenter les pouvoirs sur la nature, « économiser l'effort » pour produire plus et mieux. En s'en tenant à la défense de la « rationalité de l'économie », le projet d'Harribey semble construit sur du sable.

Il fait très largement le jeu des dominations actuelles, car la question de la mobilisation et de « l'autre monde possible » est plutôt : dans quoi investir son activité, son désir ?

Le technodéterminisme avance par la publicité et l'imaginaire, le symbolique : le téléphone portable nous permet de nous relier à notre famille, à nos amis etc. Les critiques marxistes nous disent que tout ceci est bien connu, le fétichisme de la marchandise a déjà été décrit par Marx. Mais cette critique n'est que partielle. Elle doit faire face à deux contre-arguments. D'une part le marxisme a allègrement défendu les mêmes options technologiques, à savoir que finalement oui, le téléphone portable nous permet de mieux nous relier, ce qui signifie que le démantèlement de ce fétichisme n'a jamais été pris au sérieux. Et d'autre part le marxisme s'est contenté de considérer ce fétichisme et même l'ensemble du symbolique comme un effet de superstructure, n'ayant aucun poids ontologique, sans voir que c'est la démocratie, le politique comme discours sur les fins collectives, qu'ils détruisaient par la même occasion – avec les conséquences évoquées plus haut.

La technique est l'enjeu

Si la domination vient surtout du contrôle des détours de production et non de la confiscation ou de l'abolition du profit, alors la solution réside dans la relocalisation et ce que nous appelons une conception « délégative » de l'économie[16]. Il s'agit en effet de ne pas accepter béatement les merveilles technologiques offertes par un « marché » anonyme mais de voir comment ces objets déforment les structures de pouvoir avec une visée d'émancipation. A la suite d'Illich et dans le sillage des « technologies appropriées », cela nous conduit à préconiser un recours aux « compétences appropriées ». La thèse sous-jacente est que le devenir de l'objet technique, quel qu'il soit, est le résultat du social et non l'inverse. Les forces productives ne sont pas « déterminantes en dernière instance » mais au contraire le produit de délégations. Les délégations produisent du bien commun ou du mal commun. A avoir voulu déléguer le transport aux constructeurs de voitures et de routes, par exemple, nous nous sommes retrouvés murés dans des zones pavillonnaires. Et ainsi de suite.

Le marxisme, comme l'économie néoclassique, considère les innovations techniques sont exogènes à ses modèles. L'approche développée ici affirme au contraire que les innovations techniques sont directement le produit des détours de production – et non l'inverse. Autrement dit : ce n'est pas parce qu'on produit des inventions que les détours de production s'allongent, c'est au contraire parce que les détours de production s'allongent que sont produites des inventions qui deviennent des innovations. Les inventions sont incessantes dans les sociétés humaines. Comme le signale Alain Gras, ce n'est pas parce qu'elles sont efficaces que les techniques sont choisies, c'est parce qu'elles sont choisies qu'elles deviennent efficaces[17]. Ce qui est déterminant est de savoir pourquoi une invention devient une innovation. Notre thèse est qu'une invention devient une innovation, dans la structure actuelle de micromotivations, que si elle permet d'allonger le détour de production.

La thèse est nouvelle et ancienne. On se souvient en effet du chapitre d'Adam Smith dans la *Richesse des Nations* sur la qualité des épingles. Il faut prendre cette analyse au pied de la lettre : la technologie est le produit de la division sociale du travail et non un facteur exogène. L'analyse de la technologie permet de savoir si nous sommes en présence d'une division du travail qui est « productive » ou « contre-productive » - c'est-à-dire destructive. A ce moment

16 F. Flipo, *Justice, nature et liberté*, Lyon, Parangon, 2007.

17 A. Gras, *La fragilité de la puissance*, Paris, Fayard, 2003.

il devient clair que l'obstacle au progrès social est la croyance dans le technodéterminisme, élément que le marxisme considère comme non pertinent sur le plan politique.

La piste d'émancipation devient alors la réduction des détours de production. Pour le dire de manière un peu crue, il ne s'agit pas de nationaliser Monsanto mais de l'abolir. Les défis auxquels cette entreprise prétend répondre peuvent être relevés par d'innombrables initiatives décentralisées que sa présence étouffe. De même il était prévisible, dès le départ, compte-tenu du contexte, que l'automobile serait condamnée à un usage limité dans l'histoire de l'humanité. Le problème ne vient pas seulement d'un manque de partage, qui peut jouer à la marge, mais d'une caractéristique intrinsèque de cet objet technique : la voiture est un outil pour une minorité. C'est en tant que tel que sa consommation doit être gérée, en particulier il n'y a aucune raison de l'attribuer au plus offrant.

Le consommateur accepte de passer du temps au travail s'il obtient des avantages dans la division du travail, s'il contribue à créer des « forces productives », s'il « économise ses efforts » - les choses changent quand ce sont des « forces destructives » qui sont mises en place. Ce n'est pas le statut de salarié qui oriente les revendications du consommateur mais le résultat des détours de production dans lesquels il est engagé. Ceci explique pourquoi le prolétariat en tant que classe sociale ne peut pas être révolutionnaire : il a intérêt au maintien de ces détours de production et, pour des raisons d'écologie mentale, soutient généralement le système de production en place. Il réfute la légitimité du capital mais ce faisant il réfute aussi, sans clairement séparer les deux, la légitimité du consommateur à donner son avis sur l'intérêt de ce qui est produit. Or une entreprise, même autogérée, même en économie planifiée, est toujours soumise à l'épreuve de la demande – cette épreuve de la demande que la planification centralisée n'a jamais réussi à élaborer de manière satisfaisante.

Dans cette analyse, le marché est « polanyien » c'est-à-dire enchâssé dans le social, à différent niveaux de gouvernance. Ce qui est déterminant est la capacité de la communauté à élaborer des règles communes générant du bien commun. Cette capacité est diffuse dans la société, aussi une prise de pouvoir n'est-elle qu'un aspect limité de la transformation sociale. Cela montre aussi que l'important n'est pas « d'avoir raison » sur un diagnostic mais de procurer aux consommateurs des éléments d'intelligibilité qui leur permettent d'avoir prise sur leur milieu. Les citoyens doivent pouvoir agir plutôt que d'attendre sagement un hypothétique « Grand Soir ». Les discours compliqués des économistes sur les équilibres généraux ne leur permettent guère d'agir à leur niveau. Il est trop parcellaire de dénoncer « les profits » des entreprises, des profits qui sont de toute manière en grande partie réinvestis. A cet égard les analyses qui s'en tiennent à des recommandations adressées à l'Etat sont nécessaires, mais insuffisantes. Changer d'indicateur, comme remplacer le PIB par l'IDH, est certes utile mais insuffisant. En effet le PIB traduit avant tout un *etos*, une aspiration collective. Ce sont les motivations qui sont à changer. On ne peut pas modifier les théories de la richesse uniquement par en haut, c'est basculer dans un dangereux fétichisme du pouvoir de l'Etat.

Productivité et productivisme

Dans ce contexte, la productivité prend un sens différent. Ce qui compte est la capacité des règles, morales ou physiques, à engendrer du bien commun. Les actions non-violentes peuvent y contribuer. Les objets techniques ne sont pas des « forces » déterminantes mais une conséquence de ces règles. L'analyse selon les détours de production interdit d'additionner tous les objets comme s'il s'agissait d'autant de « biens ». Une bonne partie est « des maux ». Dès lors l'économie prise comme un tout génère des progrès de productivité et des progrès de

destructivité. C'est la masse totale qu'il faut évaluer. A ce titre le « PIB vert » peut être utile. Mais l'*etos* productiviste, qui cherche à générer des « gains de productivité », est pris en défaut car bon nombre de choses ne peuvent pas être accélérées, en particulier le débat politique. Au contraire la réduction de la productivité matérielle ou financière peut permettre un accroissement de la productivité absolue, comme par exemple quand une grève, générant des discussions, bloque les usines et crée de l'intelligence collective.

Le productivisme désigne alors les théories qui sont basées sur un certain fétichisme de la technique, pour reprendre le terme de Marx, généralement inscrite dans un « progrès » c'est-à-dire une vision téléologique de l'histoire. Le productivisme c'est la volonté de nier le caractère improductif de certains biens et services, et par là nier le point du vue du consommateur. C'est aussi l'idée que les techniques les plus récentes sont les plus performantes et qu'il est hors de question d'y « renoncer ». C'est ce progrès qui est dénoncé par les analyses « post-développementistes », qui affirment que le développement a toujours et partout désigné le développement technique ou économique, et rien d'autre. Voilà pourquoi les « post-développementalistes » sont si méfiants quand ils voient les développementistes, « alternatifs » ou pas, venir leur parler des besoins de telle ou telle région en biens et services sans prendre le temps de se demander si cela va, ou pas, contribuer au bien commun local. On ne peut pas déduire qu'un pays a besoin d'écoles parce qu'il a un taux d'équipements scolaires inférieur à la moyenne française, les écoles peuvent tout aussi bien servir à l'impérialisme culturel qu'à l'émancipation.

Nous n'idéalisons pas pour autant cette tendance. Illich est parfois allé trop loin, semblant en effet affirmer que les techniques conviviales sont celles qui peuvent être mises en place au niveau villageois, toute division supplémentaire du travail se traduisant par une aliénation de la communauté à des outils hétéronomes. Les excès d'Illich doivent être pris au sérieux au sens où il y a bien des excès possibles. Mais on ne saurait déduire de ces excès que l'ensemble de la théorie est fausse, ce serait jeter avec le bébé avec l'eau du bain, selon la formule consacrée.

Le productivisme désigne aussi l'ensemble des théories qui tendent à affirmer qu'une augmentation de la productivité est toujours bonne, car ces théories ne rendent pas compte du fait que l'augmentation de la productivité matérielle peut être contre-productive du point de vue sociétal. Tout dépend du contexte. Dès lors le souci de placer la « rationalité économique » au cœur de l'action est forcément productiviste.

Notre approche ne confond donc pas la productivité avec le productivisme. C'est au contraire les approches « productivistes » qui sont incapables de rendre compte de la véritable « productivité », celle qui est obtenue via les « détours de production » et au service du citoyen-consommateur. Notre approche ne confond pas non plus l'économie avec le capitalisme – en tout cas pas plus que les approches marxistes qui, on l'a vu, n'ont que des bribes de théorie d'une économie non-capitaliste.

Le post-développementalisme s'en prend donc à une forme historique de l'économie qui peut, du point de vue de l'économie, être appelée « capitalisme », mais qui, du point de vue des sciences politiques ou de la philosophie, doit être appelée « productivisme ». L'angle d'analyse n'est pas les flux financiers et la répartition du pouvoir d'achat mais les détours de production. Les flux financiers et la répartition du pouvoir d'achat sont bien entendu des analyses utiles, mais ce qui est central est l'idéologie technophile et ses légitimations : économiser, être performant, avoir la dernière technique à la mode c'est-à-dire « être

moderne » etc. Tant qu'on se s'intéresse pas à cela, on ne touche pas le cœur de la domination. Et il devient alors très clair qu'une partie de cette domination n'est autre que de la servitude volontaire, d'où l'intérêt des analyses de Serge Latouche et de bien d'autres sur la « décolonisation de l'imaginaire »[18] préalable à un engagement politique plus construit.

Retombe-t-on pour autant dans le capitalisme ? Notons tout d'abord qu'Harribey n'a guère de solution pratique au dilemme évoqué. Au-delà de l'invocation « anticapitaliste », le programme d'Attac n'est pas l'instauration d'une planification totale. Sans planification totale, il n'y a pas d'abolition du capitalisme. Ce programme serait donc capitaliste. A moins que l'on puisse concevoir une économie de marché qui ne serait pas capitaliste, auquel cas nous nous retrouvons dans la problématique qui est la nôtre.

Ceci étant mis au point, nous pouvons maintenant aborder les deux autres critiques.

Le relativisme

La troisième critique est la plus facile à cerner. Evitons d'abord les mauvais procès : aucun sympathisant de la décroissance, quel que soit l'intérêt qu'il trouve à ce terme (théorique, pratique, économique, activiste etc.), ne préconise de ramener l'impact matériel des sociétés humaines sur les écosystèmes à zéro. C'est idiot, les débats n'en sont que réhaussés quand les interlocuteurs se tiennent réciproquement pour des êtres intelligents. Il n'est pas question non plus de « revenir » nulle part, ni aux sociétés « traditionnelles » (dont on ne sait toujours pas de quoi il s'agit) ni à l'âge de pierre. Ce qui est certain par contre est que continuer dans la direction actuelle risque de nous ramener à l'âge de pierre, avec entre-temps terrorisme et diverses catastrophes[19]. La décroissance n'est donc pas un objectif en soi. Elle est un moment qui correspond aux enjeux de notre époque. La politique est l'art du *kairos*, du moment opportun. Tout comme le développement en son temps, la décroissance vise le bien commun.

Le terme de « décroissance » présente en effet plusieurs sens intéressants. Le premier est d'ordre symbolique. Il attaque de front le cœur du système, ce qui est présenté comme le véritable bien commun moderne : la croissance. Employer un terme provoquant tel que « décroissance » génère du débat et du questionnement, autrement dit cela modifie les rapports de force (cf. plus haut). En ce sens le terme atteint son but. Le terme « développement durable » a encore un peu de capacité subversive, mais pas assez.

En s'opposant à la croissance, « la décroissance » en démasque les effets réels : la croissance dont il est question est la croissance des détours de production. Le PIB n'en est que l'indice. Ces détours servent de moins en moins les intérêts des gens. Il est donc légitime de souhaiter une décroissance. Comme personne ne souhaite vivre sous des tipis, à part quelques marginaux, la décroissance met à l'ordre du jour la question de l'utilité sans pour autant préconiser le démantèlement total du système productif.

Le terme peut être élevé au rang de concept si l'on entre dans une compréhension strictement économique. L'allongement des détours de production était nécessaire à l'accroissement des biens et des services, leur raccourcissement provoquera leur réduction et finalement une décroissance du PIB. Le point d'équilibre n'est pas facile à trouver.

---

18 S. Latouche, *Survivre au développement*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004.

19 J. Diamond, *Collapse – How societies choose to fail or to succeed*, New York, Penguin, 2005.

Le droit naturel

Venons-en enfin à la première raison, qui se démonte maintenant assez facilement. Un point technique, tout d'abord : le droit naturel, dit « moderne », désigne l'ensemble des intuitions morales qui sont universelles et qui semblent être indépendantes de la variété des cultures et des personnes[20]. Si les intuitions morales ne sont pas indépendantes de la variété des cultures et des personnes, alors elles sont relatives. La dénonciation du droit naturel fait le lit du relativisme moral. L'accusation de « relativisme » qui est faite dans le même temps aux tenants des analyses post-développementistes est donc singulièrement malvenue.

S'ils sont universels, les droits de l'homme relèvent du droit naturel. L'avantage de les ancrer dans le droit naturel est que cela coupe l'herbe sous le pied à toute tentative de fondation surnaturelle. C'est là un acquis du Siècle des Lumières : ancrer la morale et l'action humaine dans la nature et non dans une quelconque surnature inaccessible au sens commun. La nature se débat, se constate, alors que la surnature est toujours confisquée par des experts. Ce n'est pas parce qu'il y a un usage idéologique du droit naturel (« les lois naturelles du marché ») qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain et dénoncer toute forme de naturel comme idéologique. Ce serait faire le jeu du relativisme et des religions.

Remettre en cause le développement revient-il à remettre en cause les droits universels ? Il y a là un tour de passe-passe. Le développement, concept d'origine biologique, chargé de naturalisme idéologique, d'historicisme, n'a guère de raison intrinsèque d'entraîner une conception réellement universelle des droits de l'homme dans son sillage. Ce qui l'intéresse c'est le développement technique et économique, et l'on sait que ce dernier est compatible avec la négation d'une bonne partie des droits de l'homme – voir l'URSS, la Chine ou l'Arabie Saoudite, pour des raisons différentes. Voilà qui devrait suffire à ne pas établir d'équivalence entre développement et droits de l'homme. Bien sûr, on peut rêver d'un « autre développement », un développement durable par exemple, mais la réalité est que depuis quarante ans ces tentatives n'ont guère abouti à autre chose qu'à du développement technique et économique. On peut donc à juste titre estimer que le concept n'est pas réformable. Bien sûr, Harribey a le droit d'être en désaccord avec cette opinion, mais il ne sert à rien d'essayer d'essentialiser le développement.

Refuser l'universalisme du développement, ou du moins mettre en doute l'action de ceux qui agissent au nom du développement, ne pas prendre leurs propos pour argent comptant, est-ce idéaliser les sociétés traditionnelles ? Notons tout d'abord que le terme est totalement inapproprié. Il n'est guère satisfaisant de mettre tout ce qui est différent de nous dans un grand sac marqué du sceau du « traditionnel », dont on voudrait bien savoir ce qu'il signifie dans la bouche de celles et ceux qui le manient, surtout quand il est manifestement utilisé comme repoussoir. Au contraire nous préconisons de porter un regard dénué d'ethnocentrisme et de condescendance sur les sociétés différentes des nôtres, en particulier celles qui ne sont pas industrialisées et qui ne croupissent pas dans l'obscurantisme technoscientiste, car elles peuvent être source de régénération pour nos imaginaires. Affirmer ceci n'est évidemment pas affirmer que ces sociétés sont totalement dénuées d'obscurantisme. Mais aujourd'hui ce dont nous avons besoin, nous, c'est d'une ouverture à des manières de penser différentes. C'est un élément important pour mieux voir nos travers et être réellement inventifs dans les solutions. Il n'y a là aucune idéalisation des sociétés différentes des nôtres mais une volonté d'ouverture. Pour certains, concéder quoi que ce soit d'intéressant dans les sociétés peu industrialisées c'est déjà les idéaliser. Le problème est qu'en creux ils désignent notre mode

20 Article « Droit », Dictionnaire de philosophie politique, p.159.

de vie comme idéal. En quoi cela nous est-il utile ? La crise écologique menace tout et il est urgent de trouver des modalités de vivre-ensemble qui génèrent du bien commun et non des maux grandissants. Ces modalités exigent de nous remettre en cause et de séculariser les nouvelles idoles. S'il n'y a pas de remise en cause, alors il n'y a pas de vraie rencontre, pas de vraie altérité.

L'altermondialisme

Ma thèse, pour finir, est que le mouvement altermondialiste est fondé sur l'analyse que je viens de présenter. Des exemples empiriques peuvent l'étayer : stratégie de Via Campesina, des Amis de la Terre etc. Ceci explique pourquoi les multinationales sont la cible préférée de ces mouvements. Ceci explique aussi pourquoi le slogan est « d'autres mondes sont possibles » et pas seulement « un autre monde est possible ». L'altermondialisme ne s'inscrit donc pas dans la filiation de Marx mais dans celle d'Illich.

Notons enfin, en guise de conclusion, que les analyses post-développementistes et décroissantes, outre qu'elles sont promises à un grand avenir, recouvrent aujourd'hui une grande diversité de positions. Les échecs récurrents rencontrés dans l'entreprise de réforme du développement commencent à faire douter de l'utilité d'essayer de faire changer les choses de cette manière. Le technodéterminisme faiblit : nombre d'analyses reconnaissent aujourd'hui que la crise écologique ne pourra pas être résolue uniquement par des moyens technologiques. L'histoire est en train de se faire.